

Le rapport McBride, conférence du consensus avant l'heure ?

L'expérimentation refoulée d'une médiation politique originale, porteuse d'un espace public sociétal et des valeurs fondatrices de l'Unesco

Article inédit. Mis en ligne le 03 novembre 2011.

Bertrand Cabedoche

Bertrand Cabedoche est Professeur de Sciences de l'Information et de la Communication et responsable de la chaire Unesco en communication internationale de l'Université Stendhal-Grenoble3. Ses conclusions de recherche au moment le plus intense de la réflexion sur le Nouvel Ordre Mondial de l'Information et de la Communication en 1976 avaient d'abord été reprises par Hervé Bourges, futur directeur du PIDC à l'Unesco, avant d'être citées dans le rapport McBride en 1980.

Plan

Une fenêtre temporairement entrouverte
Des lectures du *Nomic* divergentes sur la mise en œuvre
La disqualification politique du *Nomic*
La mise sous séquestre institutionnel
Conclusion
Références bibliographiques

Résumé

L'histoire de l'Unesco établira probablement un avant et un après 1984-1985, dates du départ des États-Unis et de la Grande-Bretagne de l'agence spécialisée des Nations-Unies. L'événement a rapidement été qualifié d'acte de décès du *Nouvel Ordre Mondial de l'Information et de la Communication*, voire du rapport McBride qui lui était associé. Trente ans après, ledit rapport semble avoir été effacé des mémoires institutionnelles de l'Unesco, comme atteint d'un *syndrome de Werner*. Pour autant, l'esprit qui l'animait participe pleinement de la philosophie constitutive de l'agence spécialisée des Nations-Unies. Plus qu'un *Nomic*, aujourd'hui encombrant, ambigu, dogmatique et finalement, disqualifié pour sa convocation à géométrie variable selon les intérêts des acteurs, le rapport McBride mérite attention *a contrario* : pour les questions qu'il soulevait dont certaines restent d'actualité ; pour la perception contradictoire des enjeux qu'il offrait. Il participait d'une "conférence de consensus" avant l'heure et témoignait de l'audace d'une institution au sein de laquelle, alors, le débat public à l'échelle mondiale, avait trouvé asile. Momentanément ?

Abstract

Was the McBride report a consensus conference before the time? The repressed experimentation of an original political mediation leading to a societal public sphere and constituting the core values of Unesco ?

The history of Unesco, will likely establish a break between a before-1984 and a after-1984-1985, when the United States and the United Kingdom left the specialized Agency. The event has been quickly described as a death certificate of the *New World Information and Communication Order*, even the one of McBride report which is still associated to. Thirty years after, this report seems to have been erased from the institutional memories of UNESCO, as suffering a *Werner syndrome*. However, its spirit participates fully of its

constitutive philosophy. More than a *NWiCO*, which appears today cumbersome, ambiguous, dogmatic and ultimately disqualified for its calls to a geometry as variable as possible, depending on the interests of actors, the McBride report still deserves attention, quite the contrary: for the questions it raised, some of which remain actual; for the contradictory perceptions of the issues it offered. It was part of an early "*consensus conference*" and mainly, it reflected the audacity of an institution within a world dimension public debate had found asylum, then. Temporarily?

Resumen

¿El informe McBride, una conferencia de consenso antes de tiempo? Una experimentación reprimada de una mediación política original, significativa de un espacio público societal, y de los valores fundamentales de la Unesco

La historia de la UNESCO, probablemente se establecerá un descanso entre antes y después de 1984-1985, cuando los Estados Unidos y la Gran Bretaña abandonó la agencia especializada de las Naciones Unidas. El evento se describe rápidamente como el certificado de muerte del *Nuevo Orden Mundial de Información y Comunicación*, como del informe McBride que se asocia. Treinta años después, este informe parece haber sido borrado de la memoria institucional de la Unesco, como si hubiera sufrido el *síndrome de Werner*. Sin embargo, el espíritu que le anima participó plenamente de su filosofía constitutiva. Más que un Nuevo Orden Mundial de Información y Comunicación, que hoy aparece engorroso, ambiguo, dogmático y en última instancia, descalificado por su llamado con una geometría completamente dependiente de los intereses de los actores, el informe McBride todavía merece atención, a diferencia de: para los problemas que plantea algunas siguen siendo ferozmente tópicos; para la percepción contradictoria de los temas, que ofreció. Formó parte de una "*conferencia de consenso*" antes de la hora y sobre todo, refleja la audacia de una institución en la que, entonces, el debate público con una dimensión mundial había encontrado asilo. ¿Temporalmente?

ملخص

تقرير لجنة "ماك برايد"، مؤتمر سباق للوفاق ؟

التجربة المكبوتة لوساطة سياسية فريدة حاملة لمجال عمومي اجتماعي وللمبادئ المؤسسة لمنظمة اليونسكو

من المرجح أن يقر تاريخ منظمة اليونسكو بمرحلتين: ما قبل 1984-85 وما بعدها. مرحلتان تمحورت حول مغادرة الولايات المتحدة الأمريكية وبريطانيا لهذه الوكالة الأممية المتخصصة في الثقافة والعلوم. الحدث محوري لأنه سرعان ما اعتبر كرسم وفاة لفكرة "النظام العالمي الجديد للإعلام والاتصال" ولتقرير لجنة "ماك برايد" الذي صاحبه. مرت ثلاثون سنة على هذا الحدث ويبدو تقرير "ماك برايد" وكأنه قد سقط من الذاكرات والبرامج النظامية لليونسكو. وكأنه أصيب بمرض الشيخوخة المبكرة المعروف بمتلازمة "فيرنر". مما يجعلنا نتساءل: هل سقط التقرير سهوا أم عمدا ؟ كيفما كان الجواب، تعتبر الأفكار التي قام عليها التقرير، من المرجعيات الفلسفية المؤسسة لمنظمة اليونسكو.

"النظام العالمي الجديد للإعلام والاتصال"، الذي نودي إلى إقراره، شابته ملاسبات. هندسته الفكرية غير ثابتة واختلقت باختلاف مصالح الأطراف الداعية له. ما فتأ أن أصبح عبئا على طموحات الإصلاح فانهى أمره لأنه كان دوكماتيكيا وغامضا. أما عن تقرير "ماك برايد"، ومن باب الفكر المقارن، فإنه لا زال يستحق الاهتمام. طرح تساؤلات جوهرية لا زال البعض منها واردا لحد الآن. وتقدم بقراءات متقاطعة لمجمل الرهانات في مجال الإعلام والاتصال. كان سباقا إلى "العمل بالتوافق" في عالم تتجاذبه التناقضات. وهو شاهد على شجاعة اليونسكو الفكرية. فقد كانت ملجأ للنقاش العام العالمي. وجاز الآن أن نتساءل: هل كان ذلك مؤقتا ؟

« imaginons une société de l'information où le citoyen,
le doute et le débat sont au cœur de la communication » (John Saul)

Contrairement à son histoire intellectuelle, l'Unesco semble trente ans après avoir effacé de sa mémoire institutionnelle un rapport McBride mal vieilli, comme victime d'un *syndrome de Werner*. Pourtant, au-delà des polémiques et confusions qui ont fini par disqualifier la référence au *Nouvel Ordre Mondial et l'information et de la Communication (Nomic)*, l'esprit qui animait le rapport participe pleinement de la philosophie constitutive de l'Agence : le dépassement des tensions entre états membres y avait été anticipé dès l'origine par voie de rédactions collectives, comme avec le projet d'une *Histoire de l'Humanité* hors ethnocentrisme. C'est ainsi pour désamorcer la crise politique de 1976 que tactiquement, Ahmadou Mahtar M'Bow avait commandé ledit rapport. Le contexte, un temps assagi, avait autorisé une lecture avertie sur un mode contradictoire assumé.

UNE FENÊTRE TEMPORAIREMENT ENTROUVERTE

Le premier intérêt du rapport vient de ce qu'il n'émanait pas de représentants des États. La *Commission internationale d'étude des problèmes de la communication (CIC)* dite *Commission McBride* rassemblait des personnalités choisies pour un même intérêt, à défaut d'une même sensibilité, pour la communication internationale (jusque-là, un seul rapporteur suffisait pour éclairer les organisations internationales sur des objets complexes ou litigieux). L'héritage provenait de la *Commission Internationale de Coopération Intellectuelle* qui avait offert son modèle organisationnel et un *éthos* à l'Unesco naissante : celui d'un espace institutionnel accueillant représentants des états mais aussi intellectuels, pour abaisser la température politique des affaires du monde en créant les conditions intellectuelles de la paix dans le monde. Henri Bergson, Gilbert Murray avaient appelé à confronter : « *les différences qui existent d'une nation à l'autre... [elles] aident à enrichir l'héritage total de l'humanité* » (Pemberton, 2007). La même conviction avait présidé la constitution de la Commission McBride, quand la tension était montée chez des états membres radicalement divisés à partir de la référence au *Nomic*. Seize membres, reconnus pour leur compétence - journalistes, prix Nobel, universitaires, anciens ministres, responsable d'institut... - avaient constitué un panel significatif d'expériences variées et autorisées dans le champ, supposé aussi refléter la diversité des positionnements liés aux enjeux de l'époque.

L'Unesco marchait sur des œufs : en 1976, des membres du bloc de l'Ouest avaient symboliquement quitté la Conférence de Nairobi débattant de la contribution des médias « *au renforcement de la paix et de la compréhension internationale, à la promotion des droits de l'homme et à la lutte contre le racisme, l'apartheid et l'incitation à la guerre* ». La suggestion d'une accréditation pour pratiquer le journalisme à l'étranger avait fait polémique. L'ordre du jour n'avait repris qu'à la garantie que les états resteraient maîtres dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques nationales de communication, qu'il fallait seulement appuyer. Le champ se présentait ouvert cependant : les pays de l'Est avaient signé l'Acte final de la Conférence d'Helsinki en août 1975, ce qui valait engagement à « *respecter et mettre en pratique les droits de l'homme et les libertés fondamentales* » et à « *favoriser et encourager l'exercice des libertés et des droits civils, politiques, économiques, sociaux, culturels et autres* ». La presse occidentale avait salué un « *modest, but achievable compromise* ».

Second intérêt, la Commission McBride s'était réunie alors que se profilaient les enjeux technologiques de la communication internationale : développement satellitaire des télécommunications ; potentialités exponentielles de la numérisation ; exploration de

nouveaux supports de communication... Quatre questions ouvertes avaient été soumises à sa réflexion : *qu'entend-on par circulation libre ou équilibrée de l'information ? Qu'entend-on par Nouvel Ordre Mondial de l'Information et de la Communication et quels liens entre le Nomic et le Nouvel Ordre Économique International ? Comment peut-on assurer l'objectivité et l'indépendance des médias ? Comment le "droit de communiquer", avec toutes ses retombées sur le plan éthique et juridique, peut-il être assuré comme une orientation nouvelle de la pensée et de l'action dans le domaine général de la communication ?* Nourrie de forums, colloques, monographies, études, témoignages, rapports..., émanant d'experts, professionnels, chercheurs, ONG, organisations internationales..., la perception de la Commission s'était aiguisée quant aux enjeux sociaux et politiques de l'information à l'échelle planétaire : besoin accru d'une meilleure circulation, jugée facteur de compréhension entre les peuples et de développement des nations ; nécessité de médiations dont le journalisme semblait l'une des options, en pleine Guerre froide et course aux armements nucléaires... (Osolnik). Aucun tabou ne devait entraver la recherche de consensus, pour prévenir le blocage de l'Unesco auquel semblait conduire la référence au *Nomic* : d'abord politiquement "innocent" - l'expression flottait depuis les années cinquante et avait été officialisée en 1969 par des experts discutant des communications de masse à Montréal - le *Nomic* était devenu brûlant, associé aux revendications des Non-alignés avec la conférence d'Alger en 1973. Le résultat espéré par cette médiation McBride avait été procéduralement préparé : confrontation respectueuse des membres de la Commission, en même temps que contradictoire et parfois orageuse ; rituel de huit réunions à Paris, Stockholm, Dubrovnik, New York et Acapulco ; huit clos ; présence muette de fonctionnaires de l'Unesco et de quelques représentants des états. Un consensus s'était dégagé : la dimension sociale et culturelle de la communication devait être considérée au-delà des seuls enjeux économiques et technologiques. Une exigence éthique revisitait les principes de la liberté de la presse, de la liberté d'expression et du droit à l'information, qui convoquait la *responsabilité sociale* des médias à l'égard des pays dits *en voie de développement*. L'Europe en était avertie par *Vatican II*. Les États-Unis devaient pouvoir l'entendre, nourris des conclusions empirico-fonctionnalistes de Schramm, Peterson et Siebert, inspirateurs du *rapport Hutchins* en 1947. Enfin, la Commission entendait questionner marchandisation et contrôle étatique des médias, dont la traduction révélait deux risques potentiels en termes de pluralisme : la concentration des médias ; les blocages aux frontières de l'accès aux sources pour les journalistes.

La Commission n'avait pu éviter la polémique en pleins travaux : à son insu, un rapport intermédiaire avait circulé, d'une tonalité provocatrice et sans suggestion aucune, rédigé par le secrétariat de l'Unesco. La "fuite" avait déjà conduit certains à associer ce chantier à la *Déclaration sur les médias*, que l'URSS avait tenté de faire adopter lors des Conférences générales de Nairobi en 1976 et de Belgrade en 1978. Des journalistes occidentaux n'attendaient que la diffusion du rapport pour l'assassiner (parfois sans même le lire, Sean McBride lui-même l'avait ensuite constaté). Considérant ce contexte, le rapport final avait reconnu la nature "*idéologique*" de certaines de ses préconisations et choisi de témoigner des divergences de ses membres, frontalement. Ainsi lisait-on Gabriel Garcia Marquez et Juan Somavia (futur directeur général de l'OIT), gênés bien que co-rédacteurs par une tendance du rapport « *à glorifier les solutions technologiques* » et pour autant critiques vis-à-vis à la fois du système international de la communication, mais aussi des notions d'impérialisme culturel, d'authenticité, voire de NOMIC à partir des travaux de l'Institut Latino-Américain d'Études Transnationales (Mattelart, 2010, pp. 161 et 166). Directeur général de l'agence *Tass*, Sergueï Losev avait à la fois regretté un rapport trop discret sur l'*invasion culturelle* et

opposé le principe de souveraineté des états à propos de la *protection* des journalistes. Professeur à Stanford, Élie Abel avait refusé de condamner, par principe, la concentration des médias : « *Exiger en termes généraux qu'une telle influence soit réduite sans s'arrêter à étudier cette influence ou à tenter de la mesurer dans des circonstances spécifiques est signe de préjugé idéologique* ». Sean McBride lui-même avait exprimé son désaccord face aux réserves à l'égard d'un système général de protection des journalistes... Avec sa cohérence et ses oppositions, le rapport McBride pouvait offrir le cadre d'une réflexion commune, sinon convergente – autour de l'idée d'un *Nomic*. Sans doute, des questions sensibles avaient vu leur traitement repoussé (le recours au droit international au fur et à mesure des problèmes liés au développement de la communication ; l'articulation entre *infotainment* et morale...). Mais ceci ne devait pas signifier abandon, la formulation du rapport offrait l'astuce de renvoyer la référence au *Nomic* à l'expression d'une dynamique interne et internationale, plutôt qu'à un ordre normatif. La prise en compte des différences entre systèmes politiques, économiques et culturels nationaux ; la reconnaissance de l'autonomie et du pluralisme des acteurs ; la réaffirmation du principe de non-ingérence... présentaient suffisamment de gages pour que la Conférence générale de l'Unesco, réunie à Belgrade peu après la publication du rapport McBride, adoptât la référence. Pour autant, les travaux publiés peu avant - que la Commission connaissait parfaitement - laissaient prévoir les difficultés.

DES LECTURES DU *NOMIC* DIVERGENTES SUR LA MISE EN ŒUVRE

La référence paraissait s'imposer d'un *Nomic*, tant qu'il s'agissait du constat des déséquilibres mondiaux de l'information médiatique en termes de couverture et d'accès. Mais l'analyse des causes séparait les promoteurs : “*a capricious gallery of forces*” (Nordenstreng, 2011). Nos travaux le révélaient alors, rassemblés pour Hervé Bourges, futur Directeur du *Programme International de Développement de la Communication* (PIDC) à l'Unesco (Bourges, 1978, pp. 137-150) et rappelés dans le rapport McBride (*Voix multiples...*, 1980, note 9, p. 226).

En convoquant le *Nomic*, Laurent Dona-Fologo, ministre de l'information de Côte d'Ivoire, pariait sur le transfert de technologies de l'information, témoignant de ce déterminisme technologique qu'afficheront ensuite les consultants de la “*société de l'information*” (pour illustration, Ngouem, 2007). De Tunisie, Mustapha Masmoudi se défendait de réclamer autre chose que le “*free flow of information*” avec le *Nomic*. Dirigeant d'une AFP sous le feu de la critique, Claude Roussel acceptait celui-ci s'il ouvrait la complémentarité aux agences de presse mondiales, sans mise en cause de celles-ci. Chez d'autres, journalistes occidentaux ouverts au relativisme, promouvoir un *Nomic* signifiait échange d'expériences entre journalistes du Nord et du Sud contre l'ethnocentrisme médiatique. Pour cette diversité, Jean Daniel doutait déjà de pools d'information appelés par des états promoteurs du *Nomic* et monopartistes. Directeur du *Soleil* de Dakar, Bara Diouf avait défendu l'école de la *modernisation*, pour une mise en œuvre à géométrie variable du *Nomic* selon la “*maturité pour la démocratie*” des pays concernés. Une réflexion sur l'éthique de l'information avait paru nécessaire pour réduire l'écart, Jean Daniel convoquant une conscience collective ; Ibrahim Signaté de *L'Ouest africain* appelant au Nord comme au Sud à renforcer le professionnalisme des journalistes : “*La compétitivité ne se décrète pas. Elle se mérite !*”.

La rupture était latente entre ces approches à dominante diffusionniste et des lectures nourries à l'école de la *dépendance*, lesquelles liaient alors, dans leur critique radicale des théoriciens de la modernisation, dépendance culturelle, dépendance politique et

dépendance économique (Paldàn et Salinas, 1979). Ainsi, pour le Congolais Sylvain Bemba, le *Nomic* était lié à l'instauration préalable d'un *Nouvel Ordre économique*, faute duquel le premier n'était qu'illusion. La terminologie désignait la dimension structurelle des enjeux, avec une résonance diffuse à la théorie de l'impérialisme de Lénine (Char, 1999, p. 8 ; Mattelart, 2010, p. 157 ; Nordenstreng, 2011), enrichie d'une dimension culturelle chez Boyd-Barrett, Wells, Beltrán ou Schiller, pour désigner « *la somme des processus par lesquels une société est intégrée dans le système moderne mondial et la manière dont sa strate dominante est attirée, poussée, forcée et parfois corrompue pour modeler les institutions sociales, pour qu'elles adoptent, ou même promeuvent les valeurs et les structures du centre dominant du système* ». Ce *Nomic* néo-marxiste pouvait ainsi lier sa mise en œuvre au respect préalable de la souveraineté des états, surtout si l'historique renvoyait au joug colonial pour « *décoloniser l'information* ». Roland Leroy de *L'Humanité* avait ainsi privilégié les cultures nationales contre « *l'envahissement scandaleux des programmes de radio et de télévision de maints pays en voie de développement par les pires navets, mille fois amortis financièrement, des grands producteurs capitalistes, nord-américains en particulier* ». Ce flou constitutif du *Nomic* explique la signature unanime, finalement, de la Conférence de Belgrade en 1980 qui accueillait la référence. Mais déjà, sa mise en œuvre se révélait impossible (Hamelink, 1981).

Produisant un texte final éloigné du document intermédiaire dérobé qui avait déjà circulé, le rapport McBride aurait pu profiter d'une même ambivalence des lectures. Les précautions discursives, les notes et annexes contradictoires devaient l'épargner de la confusion liée aux convocations instrumentalisées et polysémiques du *Nomic*. La référence en avait été atténuée, introduite par un article (« *un* *Nomic*»), aussi indéfini que son contenu. Le terme *mondial* subsumait *international*, qui pouvait supposer une critique des nations (Osolnik). La réflexion sur la sécurité des journalistes devait être confiée à la profession, sans intervention aucune des états, le terme *protection* paraissant déjà trop corrélé au contrôle social, selon le bloc de l'Ouest. Le projet de « *charte universelle des droits et devoirs du journalisme* » avait été reporté. En dépit de maladresses, imprécisions, scories d'une écriture à seize en un temps record, le rapport McBride pouvait espérer l'accueil du *Nomic* à la Conférence de Belgrade : « *chacun peut [y] trouver son compte, ou faire semblant* » (Pigeat, 1987, p. 219). Mais l'ironie perçait, qui conduira à dénoncer le « *nouveau désordre mondial de l'information* » auquel auraient immanquablement conduit les préconisations du rapport. La diffusion sauvage du rapport intermédiaire avait installé un *a priori* défavorable. Et il était diplomatiquement plus aisé de rejeter un texte émanant de la « société civile » plutôt que de délégations d'états dont on savait jauger le rapport de force. M'Bow avait décidé de ne pas demander à la Conférence générale d'approuver formellement le rapport McBride, mais seulement d'en prendre acte.

La précaution était de mise. Le rapport McBride avait déçu les états du Sud faute de mesures concrètes, jusqu'à susciter les regrets d'un des rédacteurs : « *Il y a dix ans, je n'aurais pas dit (comme aujourd'hui) que notre rapport était inutile. [...] nous avons loupé le bateau* », avait avoué Betty Zimmerman (Char, 1999, p. 76). Les pays socialistes avaient dénoncé un rapport pro-occidental. La Grande-Bretagne avait pointé « *la part belle accordée aux états* » contre la liberté de l'information, *The Economist* du 1er novembre 1980 s'indignant : « *How an Irishman encouraged Unesco to produce a monster !* ». Le Canada avait disqualifié Amadou Mahtar M'Bow, « *mégalomane aimant l'intrigue et la flatterie* ». Seule recommandation fréquentable du rapport : l'idée d'un *Centre International pour l'étude et la planification de l'information*, œuvrant à promouvoir les systèmes nationaux de communication, l'équilibre et la réciprocité de l'information internationale (*Voix multiples...*, p. 121) avait abouti au PIDC, accepté par les Etats-Unis pour « *dépolitiser* » le débat sur le *Nomic* par la coopération

technique. Coordonné par 35 états membres, le PIDC semblait pouvoir se préserver des tensions et gérer des programmes concrets, comme créer des agences de presse au Sud et en former le personnel. Mais l'étape à venir avait ranimé les crispations, jusqu'à disqualification politique du *Nomic* et abandon du rapport McBride aux exégèses universitaires.

LA DISQUALIFICATION POLITIQUE DU *NOMIC*

Cette période tragique de l'histoire de l'Unesco a été très commentée. L'arrivée de Ronald Reagan aux États-Unis et de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne avait consacré un vaste mouvement de dérégulation mondiale des télécommunications et un regain de tension entre les blocs, alimenté par la crispation soviétique contre le “*cheval de Troie*” désignant les médias transnationaux de l'Ouest (T. Mattelart, 1995). *CNN International* était devenu le symbole à combattre, partagé par “*alliance objective*” entre l'URSS et les Non-alignés. La « *troisième voie* » que désignait aussi le *Nomic* se lisait de plus en plus fuite en avant, masquant derrière la critique de l'information transnationale l'absence de politique nationale d'information, voire le contrôle social pour prévenir tout changement interne (Mattelart, Mattelart & Delcourt, 1983, p. 22). Enfin, l'Unesco avait dû considérer de nouveaux acteurs : organisée par le *World Press Freedom Committee* né en 1976, la rencontre de Talloires sur le rééquilibrage de l'information médiatique avait rassemblé vingt et une délégations en 1981, composées de représentants des médias dont une majorité occidentaux et patrons d'agences mondiales. Le *Nomic* y avait été réduit à un plan Marshall, aussitôt applaudi par le *New York Times* et dénoncé par l'agence *Tass*. L'Unesco allait désormais veiller à ce que, dans ses échanges avec les professionnels de l'information, fussent respectivement invitées la *Fédération Internationale des Journalistes* et le *World Press Freedom Committee*, promoteurs de la *doctrine Talloires* d'une part, l'*Organisation internationale des Journalistes* siégeant à Prague d'autre part, ouverte à une lecture critique en faveur d'un *Nomic* désormais (dis)qualifiée de « *marxiste* » dans les nomenclatures de l'UNESCO (Mattelart, 2010, p. 158).

Sans remonter aux tensions entre l'Unesco et une Maison Blanche maccarthiste (Maurel, 2007, p. 299), les départs des États-Unis et de la Grande-Bretagne étaient programmés. Dès 1982, le candidat Reagan avait rappelé le départ du pays de l'OIP de 1965 à 1980 et prescrit un “*closer look*” sur l'Unesco (Dethoor, 2010, p. 143). Le PIDC n'avait ensuite reçu qu'une contribution réduite (100 000 \$ US contre le triple pour l'URSS en 1982). L'Unesco avait donné de nouveaux gages lors de la Conférence générale de Paris en 1983, accueillant le délégué républicain Edmund P. Hennelly, membre de l'*Heritage Foundation* orchestrant le front anti-*Nomic*, que la *Fédération Internationale des éditeurs de journaux* réunie à Madrid avait rejoint. Pour dissuader le retrait états-unien, l'Unesco avait puisé dans le répertoire McBride la référence à “*un*” *Nomic* caractérisant “*un processus évolutif et continu*”, comme en 1985 lors de la Conférence générale de Sofia, menacée cette fois par le retrait britannique. En vain ! Pour Reagan, le *Nomic* équivalait à une nationalisation des médias au moment où s'engageait la dérégulation de la télécommunication, au profit des opérateurs états-uniens. Pour convaincre leur opinion qui renâclait contre le retrait de l'Unesco (Flory, 1985, p. 654), les États-Unis avaient accumulé les procès : mauvaise gestion, “*à l'africaine*” (plus de 300 % de hausse avec M'Bow selon Gregory Newell, sous-secrétaire d'état pour les organisations internationales) ; “*examen superficiel [...] servant les visées politiques d'États membres plutôt que la vocation internationale de l'Unesco*” ; dérive du PIDC vers la mise en cause de la libre circulation de l'information sous la pression de l'URSS ; modalités de vote (un

état, une voix) bloquant l'adoption à l'Unesco de la doctrine Talloires. La Grande-Bretagne avait suivi. Le Canada avait pensé partir (le retrait de Singapour de 1985 à 2007 étant moins signifiant des enjeux). L'Unesco avait déjà connu pareille vicissitude : retraits de la Pologne, de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie en 1952 contre l'admission de la RFA ; chasse maccarthiste en 1954 ; départs de l'Afrique du Sud en 1955 et du Portugal, accusé de colonialisme en 1974 ; résonance des conflits israélo-arabes après 1973. Mais là, la menace pesait sur l'institution, ses manifestations et ses étendards (les États-Unis contribuaient pour 25 % du budget et la Grande-Bretagne pour environ 5 %, contre 12 % pour l'URSS, 10 % pour le Japon, 5 % pour la France et l'Allemagne). La crise menaçait tout le système des Nations-Unies : *“le retrait de l'Unesco n'était que le premier pas vers le retrait de l'ONU et la neutralisation d'un système qui limitait [les] possibilités [des États-Unis] d'agir unilatéralement dans le monde”*, avait plus tard avoué Ray Warner, délégué des États-Unis à l'Unesco. Les analystes avaient été sévères contre un *Nomic* qui, avec ces départs, *“n'avait [plus] aucune chance d'obtenir un accord conjoint...”*, et dont certains avaient déploré que l'Unesco s'y fût aventurée, *“plutôt que de se limiter à des domaines aussi incontestables que la lutte contre l'analphabétisme, ou la protection du patrimoine culturel de l'humanité”* (Flory, 1985, p. 666). Le *Nomic* avait été dit mort. (Char, 1999, p. 121). Mais sa référence, sinon celle du rapport McBride, avait encore flotté quelque temps sur l'Unesco. La mise sous séquestre institutionnel y avait été plus lente.

LA MISE SOUS SEQUESTRE INSTITUTIONNEL

Le sursis n'était pas dû au seul fait que certains convoquaient encore le *Nomic* : Non-alignés, délégations de l'Est, représentants de journalistes dans l'esprit des rencontres de l'OID à Bagdad en 1982 et à New Delhi en 1983. Le programme et le budget 1988-1989 (C-5), qui renvoyaient au *Nomic*, avaient été votés par la même Conférence générale de l'Unesco qui avait porté Federico Mayor Zaragoza à la Direction générale en novembre 1987, tandis que le programme à moyen terme 1984-1989 (C-4) courait encore, mentionnant également le *Nomic*. Mais le référentiel était discuté eu égard à sa particulière viscosité, sans que cette distanciation ne profitât aux critiques du *Nomic* : *« Hypocrisie de nombreux États non-alignés pour lesquels le déséquilibre des flux Nord-Sud d'information sert d'alibi car la liberté de la presse et la liberté d'expression sont le plus souvent bafouées sur leur propre territoire ; intransigeance des États-Unis opposés à toute régulation des flux d'information et de communication au nom de leur doctrine du « free flow of information » calquée sur celle de la liberté de commerce ; duplicité enfin de l'Union Soviétique, utilisant les revendications d'émancipation des pays du Tiers Monde pour mieux verrouiller son propre système de communication »* (Armand Mattelart, 1998, p. 84).

Conceptuellement disqualifiée, politiquement stigmatisée, abandonnée ou désespérément revendiquée, la référence au *Nomic* avait été discrètement évacuée de l'Unesco dans les années 90. La période est peu éclairée, signe de cette exécution *en catimini*. Une fois évalués les risques pour l'Unesco du départ des États-Unis et de la Grande-Bretagne, les auteurs s'étaient concentrés sur la dérégulation des marchés de télécommunication et les promesses techno-déterminées d'Internet. Se recentrant sur l'Unesco, les commentateurs retenaient les signes de *“sympathie active”* (Dethoor, 2010, p. 145) manifestés vers les États-Unis, par Federico Mayor d'abord, par Koïchiro Matsuura à partir de 2001: suppression des programmes contestés ; accès au Conseil exécutif aux dépens de la Grèce et du Portugal ; poste réservé à la sous-direction générale pour l'éducation ; réduction drastique des dépenses et des recrutements et transparence des comptes ; ré-engagement en faveur de la liberté de la presse et de l'éducation pour tous.... Les obstacles au retour avaient disparu :

un bloc de l'Est pulvérisé, un conseil de sécurité des Nations-Unies normalisé, une gestion financière assainie d'une Unesco recentrée sur les droits de l'homme et marginalisée sur le terrain des enjeux économiques de la communication internationale... Seule, la référence au *Nomic* dans l'enceinte aurait pu réveiller les susceptibilités. L'effacement avait été organisé en deux temps (Modoux, 2010). L'inflexion s'était d'abord présentée à l'initiative du Conseil exécutif de l'Unesco où le *Nomic* restait cité comme "*processus évolutif et continu*", dans une traduction imprégnée de Talloires : développer la formation des professionnels de la communication dans les États le souhaitant et l'éducation aux médias par « *le développement de l'esprit critique chez les utilisateurs et la capacité de réactions des individus et des peuples face à toute forme de manipulation...* ». Mayor avait parallèlement soumis son propre texte pour « *plus grande cohérence et clarté* ». Face à cette situation inédite, la Conférence générale avait confié la rédaction d'une synthèse, vite adoptée, à un groupe restreint présidé par la Suisse. Désormais, on n'y parlerait plus *Nomic*, mais "*nouvelles stratégies de la communication*". Si le terme restait convoqué ensuite, ce n'était plus que dans les discours d'ONG, à Harare en 1989 lors de la "table ronde McBride", ou conditionné à la sortie de crise de l'Unesco pour la relance du débat (Char, 1999, p. 129). L'Unesco avait d'ailleurs clarifié ses objectifs sans ambiguïté : encourager la libre circulation de l'information aux plans international comme national ; renforcer les capacités de communication dans les pays en voie de développement pour accroître leur participation au processus de la communication ; promouvoir une diffusion plus large et mieux équilibrée *sans entrave à la liberté d'expression*, cette dernière proposition ayant été habilement suggérée par le délégué du Japon, pour vaincre les susceptibilités que la rhétorique du début de phrase, typiquement *Nomic*, aurait pu froisser (Modoux, 2010).

Ainsi le *Nomic* avait-il été plongé dans le coma, la chute du mur de Berlin n'avait fait ensuite que renforcer l'engourdissement, la passivité de l'URSS et du bloc de l'Est ouvrant la recherche du nouveau consensus. Du rapport McBride, restait essentiellement la référence au *free flow of communication* que l'Unesco allait étendre à la réflexion sur la sécurité des journalistes à l'étranger. Son secrétariat avait initié une table ronde Est/Ouest des médias indépendants en février 1990, avant le séminaire de Windhoeck en 1991 dont les recommandations avaient poussé le PIDC à modifier son propre fonctionnement : désormais, les projets soumis par le secteur privé pouvaient bénéficier du même soutien financier que les autres. D'autres séminaires régionaux avaient suivi : Alma Ata en octobre 1992, Santiago de Chile en mai 1994, Sana'a en janvier 1996, puis Sofia en novembre 1997. Rédigés par des journalistes, les textes avaient été validés par les États. Alain Modoux avait apprécié : "*le Nomic n'a pas disparu de l'agenda de l'Unesco suite à une machination anglo-saxonne, mais par la volonté unanime des États membres*". Nul besoin de modifier la résolution concernant *L'information au service de l'humanité* : un *copié-collé* en consigne le renouvellement depuis, sans modification d'une année sur l'autre : "*Ce rituel donne bonne conscience aux États qui, depuis 20 ans, se sont toujours refusés à mettre un terme au coma dépassé du Nomic*"! (Modoux, 2010). Et pour que l'héritage fût définitivement contrarié, Federico Mayor répondait, à qui l'interrogeait sur le *Nomic* : "*Pourquoi chercher de nouvelles formules? Nous les avons. Appliquons-les bien. C'est ça le nouvel ordre que je veux*" (Char, 1999, p. 88).

À ce moment où le *Nomic* paraissait ne plus être conjugué qu'au passé, sa convocation avait resurgi, inattendue : cette fois, le promoteur en était... Georges Bush soi-même, pour justifier l'évolution de la stratégie états-unienne en Irak et le contrôle des journalistes *embedded*. Ce muselage, usuel par temps de conflit, n'avait provoqué aucune correction de vocabulaire chez les partisans du précédent *Nomic*, preuve de l'état totalement délabré de la terminologie et de son contenu. Certains avaient encore pu craindre – ou espérer – que le

Nomic ne ressuscitât lors du *Sommet Mondial de la Société de l'Information* (SMSI), organisé par l'Union Internationale des Télécommunications à Genève en 2003 et Tunis en 2005. La tonalité avait été rectifiée dès les débats préparatoires : les représentants des États s'y étaient installés en position de force, yeux rivés sur la "société de l'information" dont il fallait surtout être désormais, à l'Ouest, à l'Est, au Nord et au Sud. Le débat se serait même enlisé dans les "tuyaux", si les efforts des ONG, chercheurs et représentants de l'Unesco n'avaient conduit à quelque peu questionner les contenus. Le consensus consacré par la résolution finale s'était établi autour de grands principes visant à réduire la "fracture numérique" : accès universel aux technologies de l'information et de la communication (Tic) ; « diversité culturelle », dont la référence a priori fédérative, permettait de balayer celle de l'exception culturelle, plus agressive (Mattelart, 2000 : 36) ; multilinguisme ; usage des Tic pour le développement économique, social et culturel... La pression pour sortir le débat des eaux troubles du déterminisme technologique n'avait pu réellement aboutir. Des questions sensibles, dont, pour certaines, le rapport McBride avait fourni l'ébauche, n'avaient pas été abordées : l'équilibre entre intérêt public et intérêts commerciaux, entre industries du contenu et industries de la communication. Le traitement d'autres avait été reporté : droits d'auteurs et copyright, gouvernance d'internet (l'Unesco y réfléchit dans le cadre de l'*Internet governance forum*)... Chez les Non-alignés, le déroulement du SMSI avait été accueilli favorablement, lors des sommets de Cuba en 2006 et Cham-El-Sheikh en 2009. La caution y avait été justifiée par la reconnaissance d'un SMSI "constitutif d'un *Nouvel Ordre Mondial de l'Information et de la Communication*" (sic), dont la discrétion référentielle était révélatrice, enfouie au fond d'un obscur paragraphe sous le titre *Technologies de l'Information et de la Communication*¹. Parlait-on encore de la même chose? Contrairement à ceux qui en prédisaient le retour avec autant de certitude que d'idéalisme (Char, 1999, p. 131), le *Nomic* des années soixante-dix était bien mort cette fois, moins du fait de l'évolution des Tic "qui l'ont rendu obsolète" (Modoux), que des jeux des acteurs dominants des industries culturelles et des états mobilisant ces Tic à leur profit.

CONCLUSION

Sans doute, la référence au *Nomic* n'avait pu prévenir l'Unesco de constituer ce champ clos des affrontements entre blocs pendant la Guerre froide. Sans doute, la chute de l'Empire soviétique deux ans après celle du mur de Berlin a rendu anachronique la division tripartite du monde, qui surplombait le rapport McBride : « *Le monde est devenu hybride* », dit l'Unesco. Et sans doute, la cartographie a mal vieilli d'une circulation à sens unique de l'information, adoptée dans les années soixante-dix. L'ordre mondial dont se nourrissait l'*American dream of living* laisse place à un système international décomposé, instable, sans qu'une structure claire n'émerge, même si, malgré les appels à la *glocalisation*, la montée de la globalisation fait encore craindre une évolution vers « *des mondes multiples, une seule voix* » (Ayish, 2005). Enfin, les évolutions technologiques ont très vite défraîchi certaines analyses et préconisations du rapport McBride : à peine achevé, celui-ci avait déjà inclus la réserve de Mustapha Masmoudi, liée au décalage entre l'exigence d'un droit international de

.....

¹ L'expression *Nomic* y est consignée sous le titre *Technologie de l'information et de la communication*, "to promote a New World Information and Communication Order, based on universal, inclusive and non-discriminatory access to information and knowledge relating to ICT, as an essential requirement to reduce the growing digital divide between developed and developing countries". Cf. Mouvement des Non-Alignés (2009) *Final Document. Sharm el Sheikh: XV Summit of Heads of State or Government of the Non-Aligned Movement*. § 459.2, p. 102.

rectification et le développement de la télévision satellitaire. Questionner la relation du médiatique au politique et à l'économique comme les pratiques décline les conclusions du rapport McBride, eu égard aux effets croisés des mutations contemporaines : ancrage social des Tic ; mondialisation des échanges et de la demande sociale ; irruption d'acteurs privés concurrençant *l'extranéité* d'un audiovisuel aux ordres (Madani, 1996, pp. 315-330) et participant de la généralisation des *relations publiques* ; financiarisation des industries culturelles dont il faut distinguer les filières dans un marché hyperconcurrentiel...

Pourtant, malgré des progrès – que l'Unesco a stimulés en termes de diversité des expressions, de sécurité des journalistes, d'émergence d'espaces publics sociétaux - certains accents du rapport McBride retrouvent actualité, eu égard à la « *murdochisation* » croissante des médias à l'échelle planétaire sur le plan des systèmes d'information comme des contenus (Thussu, 2005, p. 57). « *Dans le contexte actuel, le développement inégal des industries culturelles et leur forte concentration dans quelques mains se reflète fortement dans les flux commerciaux internationaux, particulièrement inégaux. Rien n'a guère changé dans la structure de base de la communication internationale au cours des 25 dernières années, et c'est précisément en quoi réside l'actualité du Rapport McBride.* »² (Sanchez Ruiz, 2005, pp. 97-110). Enfin, au-delà de ses contenus, la décantation du rapport McBride dévoile une expérimentation originale de débat contradictoire, l'esprit d'une *conférence du consensus* au sens danois du terme, avant l'heure. L'élan de créativité et d'idéalisme qu'il traduisait participe de cet humanisme fondateur de l'Unesco : l'alinéa 1 de son acte constitutif consacre l'espoir kantien en un monde où la négociation remplacerait les armes, traduit par une volonté politique à toujours mobiliser davantage les ressources de l'éducation, de la science et de la communication. L'appel est déjà lancé pour cultiver cet héritage du rapport McBride, dont les racines germent dans le terreau de la Raison publique « aristocratique » prônée par Guizot, Littré, Stuart Mill pour dépasser les abaissements conflictuels liés au suffrage universel, ou par Saint-Simon pour apporter une moralité dont les sociétés ne sauraient se passer longtemps (Miège, 2010, pp. 27-31) : « *Pour [...] aborder les défis contemporains avec une imagination renouvelée, [l'Unesco] aurait besoin de grands esprits et de grandes voix pour clamer les grandes préoccupations de l'humanité, [...] mobiliser les personnes, galvaniser les États et [...] semer avec toujours plus de vigueur un peu de sagesse dans le monde* » (Dethoor, 2010, p. 146). Sauf à consacrer la *realpolitik* internationale qui, à l'époque des envolées lyriques - vite contrées - de Julien Huxley, son premier Directeur général, aurait réduit l'Agence à n'être qu'une structure de gestion, sans âme, bureaucratique, vidée de ses intellectuels et de ses humanistes. Sauf encore à céder à la pression des États-Unis comme lorsqu'à la conférence de Montevideo en 1954, il avait été décidé que le Conseil exécutif ne serait plus composé que de représentants des États, à l'exclusion des personnalités indépendantes de la culture. Sauf enfin à considérer avec l'URSS à la création de l'Unesco ou la Yougoslavie dès la 1^{re} Conférence générale que la paix et les guerres ne naissent pas dans l'esprit des hommes, conformément au matérialisme historique. Chef de la délégation française, Jacques Maritain avait répondu dès la Conférence générale suivante en 1947 : « *Précisément parce que l'Unesco est une finalité pratique, l'accord des esprits peut s'y faire spontanément, non pas sur une commune pensée spéculative, mais sur une commune pensée pratique, non pas sur une même conception du monde, de l'homme et de la connaissance, mais sur l'affirmation d'un même ensemble de convictions dirigeant l'action. Cela est peu, sans doute [...]. C'est assez cependant pour entreprendre*

.....

² Notre traduction.

une grande œuvre ». C'est cet agir communicationnel que le rapport McBride traduisait, stoppé net par des platoniciens au pouvoir pressés de le confondre avec l'agir téléologique, dramaturgique et régulé par des normes du *Nomic*, puis de le diluer dans le procès amnésique de la globalisation. La référence à cette médiation politique originale mérite aujourd'hui relecture, significative d'un « *espace public sociétal* » distinct de l'espace public politique (Miège, 2010), qui depuis tout un tissu associatif et intellectuel, investit la mondialisation avec une perspective historique (Mattelart, 2010, pp. 160-161 et 198) et une volonté de réintroduire la matérialité de la dimension informationnelle et communicationnelle autour d'une référence à la *diversité culturelle*. La précaution est d'autant plus de mise que la convocation se présente aujourd'hui fréquente et en même temps trop peu interrogée chez les acteurs (Mattelart, 2005) alors qu'une pensée critique s'en distancie radicalement (Žižek, 2004) tandis que l'Unesco s'en fait désormais le champion (UNESCO, 2000).

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Ayish, Muhammad (2005). « From "Many voices, one world" to "Many worlds, one voice". Reflections on international communication realities in the age of globalisation », *The Public*. "The McBride report – 25 years later", XII (3), pp. 13-30.
- Bourges, Hervé (1978), *Décoloniser l'information*, Paris : Cana ("Des idées. Des hommes").
- Char, Antoine (1999), *La guerre mondiale de l'information*, Québec : PUQ.
- Dethoor, Jean-Marc (2010), « Les États-Unis et l'UNESCO. Je t'aime moi non plus », *Géostratégiques*, (29), pp. 139-146.
- Flory, Maurice (1985), « La crise de l'UNESCO », *Annuaire français de droit international* (XXXI), 31, pp. 653-670
- Hamelink, Cees (ed) (1981), *Communication in the Eighties: A Reader on the McBride Report*, Rome : IDOC International.
- Madani, Lotfi (1996), « Les télévisions étrangères par satellite en Algérie : formation des audiences et des usages », *Tiers-Monde*, (XXXVII), 146, pp. 315-330.
- McBride, (1980). *Voix multiples, Un seul monde (Communication et société aujourd'hui et demain)*. Paris : Documentation française, Nouvelles Editions Africaines/ UNESCO.
- Mattelart, Armand ; Delcourt, Xavier ; Mattelart, Michèle (1983). *La culture contre la démocratie*, Paris : La découverte, ("Cahiers Libres", n° 381).
- Mattelart, Armand (1998), « La nouvelle idéologie globalitaire », in Serges Cordellier (dir.), *La mondialisation au-delà des mythes*, Paris : La Découverte-Syros ("Les dossiers de l'état du monde").
- Mattelart, Armand (2000), « L'âge de l'information : genèse d'une application mal contrôlée », *Réseaux : Communication, technologie, société. Questionner la société de l'information*, (coordination: Bernard Miège), vol. 18, n° 101, Paris : Hermès Science Publications.
- Mattelart, Armand (2005), *Diversité culturelle et mondialisation*, Paris : La Découverte (Coll. "Repères") et « Des biens et des services porteurs d'identité, de valeurs et de sens. Bataille à l'UNESCO sur la diversité culturelle » ["Cultural diversity belongs to us all Communication breeds Democracy"], *Le Monde Diplomatique*, octobre.
- Mattelart, Armand (2010), *Pour un regard-monde. Entretiens avec Michel Sénécal*, Paris : La Découverte.
- Mattelart, Tristan (dir.) (1995). *Le cheval de Troie audiovisuel. Le rideau de fer à l'épreuve des radios et télévisions transfrontières*. Grenoble : PUG.
- Maurel, Chloé (2007), « L'UNESCO face aux enjeux de politique internationale (1965-1974) », pp. 295-308, *Actes du colloque international de Paris, "60 ans d'histoire de l'UNESCO"*, 16-18 novembre 2005, Paris : Maison de l'UNESCO.
- Miège, Bernard (2010), *L'espace public contemporain*, Grenoble : PUG ("Communication, médias et société").
- Modoux, Alain (2010), « L'UNESCO depuis la publication du rapport McBride », table ronde avec Bertrand Cabedoche et Kaarle Nordenstreng, Colloque *Communication et changement social en Afrique*, 26-28 janvier 2010, Grenoble ; et « La mort cérébrale du NOMIC », Colloque *30 ans de géopolitique de la communication : acteurs et flux, structures et*

fractures, Maison des Sciences de l'Homme Paris-Nord, 19 novembre 2010 (textes non publiés, aimablement fournis par l'auteur).

Ngouem, Alain-Claude (2007), *Nouvelle donne du système mondial de l'information et redéfinition du développement en Afrique. Y-a-t-il déjà équilibre de flux d'information entre le centre et la périphérie ?* Paris : L'Harmattan.

Nordenstreng, Kaarle (2011), « McBride report as a culmination of NWICO », *Les Enjeux de l'information et la communication, Supplément 2010-A*. Grenoble : http://w3.u-grenoble3.fr/les_enjeux/2010-supplementA/Nordenstreng/index.html, consulté 28/03/11.

Osolnik, Bogdan (2005), « The McBride report, 25 years later. An introduction », *The Public*, "The McBride report – 25 years later", XII (3), pp. 5-12.

Paldàn, Raquel, Salinas, Leena (1979), « Culture in the Process of Dependent Development: Theoretical Perspectives », in Kaarle Nordenstreng et Herbert I Schiller (Eds.), *National Sovereignty and International Communication*, Ablex, Norwood, pp. 90-91.

Pemberton, Jo-Ann (2007) « Vers une société des esprits : de la Commission Internationale de Coopération Intellectuelle à l'UNESCO », pp. 67-75, in *Actes du colloque des 16-18 novembre 2005, "60 ans d'histoire de l'UNESCO"*, Paris : UNESCO.

Pigeat, Henri (1987). *Le nouveau désordre mondial de l'information*, Paris : Hachette.

Sanchez Ruiz, Enrique E. (2005), « Actualidad del Informe McBride, a 25 años de su publicación », *Anuario Ininco*, jun, XVII (1), pp. 97-110.

Thussu, Daya, Khishan (2005). « From McBride to Murdoch : the marketisation of global communication », *The Public*. "The McBride report – 25 years later", XII (3), pp. 47-60.

UNESCO, (2000), Rapport mondial sur la communication UNESCO 2000, *Diversité culturelle, conflit et pluralisme*, Paris, Unesco, La Documentation française.

Žižek, Slavoj (2004), *Plaidoyer en faveur de l'intolérance*, Paris : Climats.